

secours de cette nature. Un travail de secours vaut mieux que l'aumône tout simplement, mais je ferai observer que ce travail n'occuperait qu'une très faible partie des chômeurs. Il n'y a qu'une fraction de ces derniers qui soit apte à un travail de cette nature. De plus, si celui-ci doit être exécuté efficacement et si nous voulons économiser l'argent des contribuables, il nous faudra nous servir de machines, de sorte que nous revenons au problème qui est à la base des difficultés; le chômage moderne est inhérent à notre production mécanique actuelle. Nous ne pouvons donc échapper aussi facilement que cela à l'impasse.

On est opposé aux aumônes, mais je ferai observer que des dividendes sont payés même durant les périodes d'inactivité, même lorsque les portes des manufactures sont fermées, et je ne vois pas pourquoi des dividendes seraient alors versés si on ne veut pas maintenir les ouvriers dans leurs emplois. Non seulement on paie des dividendes durant les périodes d'inactivité, mais voici que le Gouvernement propose de donner une aumône additionnelle à l'industrie. Si l'on caractérise d'aumône l'assurance contre le chômage durant ces périodes, nous pourrions en dire tout autant de l'aide que le Gouvernement veut accorder à l'industrie; c'est même une aumône beaucoup plus remarquable.

Je voudrais avoir le temps d'exposer le point de vue du travail au sujet des causes réelles du chômage. C'est ce que nous avons déjà essayé de faire, mais nous ne pouvons y revenir trop fréquemment. Je suis heureux de dire qu'au Canada, dans l'Ouest du moins, nous n'attribuons plus le chômage à la paresse ou au manque de ressources de l'individu. Nous devons reconnaître que le chômeur dans les conditions modernes n'est pas un criminel pas plus qu'un homme porté au crime. Il ne doit pas être traité de la sorte. Un certain nombre d'individus, évidemment, ne veulent ou ne peuvent travailler, mais la grande majorité de ceux qui chôment actuellement ont contribué par leur travail au progrès du pays et nous devons leur aider à traverser ces périodes difficiles. L'idée du chômage volontaire remonte au temps de la colonisation du pays alors que c'était vrai en grande partie. En ce temps-là, il y avait de l'ouvrage pour tout le monde et chacun trouvait à s'occuper; il n'en est pas de même maintenant et beaucoup restent à battre le pavé.

Mon honorable ami d'Acadia (M. Gardiner) a raison de dire que la cause fondamentale du malaise se trouve dans l'insuffisance du pouvoir d'achat des producteurs. Il faut convenir, je crois, que la théorie économique du

[M. Woodsworth.]

socialisme, énoncée il y a déjà plusieurs années, se trouve corroborée par maints économistes distingués d'aujourd'hui. Je répète ce que je disais tout à l'heure: la faculté d'achat du producteur ne suffit pas pour acheter tout ce qu'il produit.

Rappelez-vous ce qui se passa lors de l'introduction de la machine il y a un siècle ou un siècle et demi. Vous vous souvenez que des masses d'ouvriers affamés voulaient les saccager parce que, disaient-ils, cela leur enlevait le pain de la bouche. Je ne dis pas que c'était intelligent, mais c'était leur manière de manifester leur ressentiment, car la machine leur ôtait vraiment le pain de la bouche. Cet été même, j'ai entendu des observations semblables, en regardant une grosse machine creuser les chemins: "Ces niveleuses, ces machines pour faire des chemins, ces machines combinées nous enlèvent notre gagne-pain," disait-on. Et cela est vrai dans une large mesure. Je ne dis pas que la machine doit être détruite mais je dis qu'il nous faut envisager un régime économique fondé sur la machine. Quel est le point? C'est que toute machine économise la main-d'œuvre. N'est-ce pas la vérité? La machine ne serait pas utilisée si cela n'était pas. Tout monopole, toute combinaison visant au rendement économique cherche à épargner sur la main-d'œuvre: c'est l'objectif. En d'autres termes, l'organisation industrielle moderne, c'est l'économie de la main-d'œuvre. Cette conséquence serait plutôt avantageuse que dangereuse si les gens privés de leur travail pouvaient participer dans le résultat de cette économie. Mais l'individu ne peut y participer. Il n'est pas dans l'entreprise, et sa tâche finie on le congédie.

M. LENNOX: C'est pour délibérer là-dessus que nous sommes réunis.

M. WOODSWORTH: J'espère que l'on trouvera la solution, mais je ne crois pas beaucoup que les mesures annoncées dans le discours du trône en offrent une effective.

M. LENNOX: C'est votre avis.

M. WOODSWORTH: Et je suis ici pour l'exprimer. J'imagine que c'est là notre devoir à tous. Pour le moment, je n'entends pas préconiser la socialisation de la machine industrielle bien que je croie qu'il faudra en venir là pour le bien général. Mais je prétends que le système actuel de la combinaison des machines et de la concentration des industries est défectueux dans son fonctionnement: s'il a réglé le problème de la production, il n'a pas résolu celui de la distribution. Il ne fait pas le moindre doute que l'humanité n'en ait bénéficié dans une certaine mesure grâce à l'extension de la civilisation moderne, la cons-